Le Conseil,

Vu le rapport du 28 novembre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La direction incendie et secours se trouve confrontée, de plus en plus souvent, à des difficultés d'interventions importantes dans certains quartiers ou banlieues de l'agglomération lyonnaise :

- l'accueil des sapeurs-pompiers avec des jets de pierres et des insultes,
- des altercations entre la population et les sapeurs-pompiers,
- la mise à feu de poubelles ou de voitures pour faire venir ou revenir les sapeurs-pompiers et à nouveau s'affronter à eux, sans compter l'incidence opérationnelle de ces interventions qui pourraient être évitées.

Face à ce problème, la direction incendie et secours a cherché les moyens à mettre en oeuvre pour prévenir ces difficultés. Aussi souhaite-t-elle mener une action dont les objectifs auront pour but de favoriser l'acceptation de la présence des sapeurs-pompiers et de participer à l'intégration des jeunes.

Cette action serait menée conjointement avec les structures éducatives et d'insertion locale existantes à La Duchère, à Rillieux la Pape, à Vaulx en Velin et à Vénissieux.

Elle comporte deux aspects :

- l'un préventif, destiné aux jeunes scolarisés et à une population en cours d'intégration,
 - l'autre curatif, destiné à une population marginale à toute structure,
- auxquels s'ajoute une formation spécifique, destinée aux sapeurs-pompiers confrontés aux difficultés précitées.

Les types d'actions proposées sont :

- l'enseignement du secourisme donnant lieu à la remise d'une attestation d'action de formation aux premiers secours (AFPS) à ceux qui auront réussi les contrôles de fin de formation. Celle-ci serait dispensée par le comité d'actions sociales et culturelles des sapeurs-pompiers (CASC), déclaré en préfecture sous le numéro 18911 - n° d'agrément 82 69 00 999 69 habilité pour ces formations. Le coût de chaque session est de 1 500 F pour 12 heures,
- l'information civique,
- la découverte de la profession, par l'organisation de journées portes ouvertes, de visites de casernes et de stages découvertes,
- l'initiation au secourisme.
- les rencontres sportives,
- l'initiation à la profession de sapeurs-pompiers par la création de sections jeunes sapeurs-pompiers à La Duchère (Lyon 9°) et à Rillieux la Pape.

Ces actions seraient assurées par des sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels pendant leur temps de repos. En contrepartie, l'indemnisation serait assurée de la manière suivante pour :

- les sapeurs-pompiers volontaires, sur la base du taux horaire de la vacation normale d'un sous-officier,
- les sapeurs-pompiers professionnels, sur la base de l'indemnité de conférence, groupe 4 correspondant aux sous-officiers caporaux et sapeurs fixée par délibération du conseil de communauté en date du 31 mars 1994.

La création des deux sections de jeunes sapeurs-pompiers nécessiterait également l'acquisition d'effets vestimentaires et de matériel.

Le budget global de ces actions estimé à 150 000 F serait financé ainsi :

- un tiers par l'Etat dans le cadre des crédits "Vie Ville Vacances", soit	50 000 F
- un tiers par les communes concernées, soit	50 000 F
- un tiers par la communauté urbaine de Lyon, soit	50 000 F

Les communes concernées prendraient en charge directement certaines actions et le reste serait assuré par les crédits venant de l'Etat et de la communauté urbaine de Lyon pour une somme totale de 100 000 F, et porterait sur :

- les formations diverses auprès des populations	47 000 F
- la formation des sapeurs-pompiers	53 000 F

B - Propose d'accepter que la direction incendie et secours mène ces actions, de fixer la dépense comme définie ci-dessus ainsi que son imputation, d'autoriser l'encaissement de la recette prévue et de fixer son inscription ;

Vu le présent dossier ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 31 mars 1994 ;

Oùï l'avis de sa commission ressources humaines, incendie et secours ;

DELIBERE

1° - Accepte que la direction incendie et secours mène ces actions.

2° - Fixe la dépense comme définie ci dessus.

3° - Autorise l'encaissement de la recette prévue.

4° - Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la Communauté - exercice 1996 - section de fonctionnement - sous-chapitre 931-0 - articles 610-9, 643, 645-2, 661-10 et 942-1.

5° - La recette venant de l'Etat sera encaissée en section de fonctionnement - sous-chapitre 942-1 - article 733-9 "autres recouvrements".

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,